

Concours : SA CLASSE NORMALE Session 2012

CORRIGE

EXTERNE COMMUN

Epreuve écrite d'admissibilité n°2 : Série de 6 à 9 questions à réponse courte

Option : **Enjeux de la France contemporaine et l'Union européenne**

Durée : 3 heures

Coefficient : 2

Page : 1 / 4

CONCOURS EXTERNE COMMUN DE RECRUTEMENT DE SECRETAIRES ADMINISTRATIFS DE CLASSE NORMALE

CORRIGE

SESSION 2012

Epreuve d'admissibilité n°2

Durée : 3 heures – Coefficient : 2

Ce corrigé comprend 4 pages

Ne pas écrire au crayon à papier

L'utilisation de la calculatrice est autorisée.

L'utilisation d'ouvrage de référence, de tout autre matériel électronique est rigoureusement interdite.

Vous devez impérativement vous abstenir de signer ou identifier votre copie.

I. QUESTIONS COMMUNES : / 10 points

1 / Quels sont les principaux arguments développés par la présidente de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) dans l'entretien ci-joint pour expliquer que la « vie privée est devenue un enjeu de concurrence essentiel entre les réseaux sociaux » ? (2 points)

Les utilisateurs des réseaux sociaux sont davantage conscients aujourd'hui des risques d'atteinte à la vie privée et aspirent à la maîtrise de leurs données personnelles. Cette attention entraîne une concurrence vertueuse entre les acteurs économiques de ce secteur. Sans la confiance des utilisateurs les entreprises ne peuvent fonctionner sur la durée.

2 / A la lecture de cet entretien et à l'aide de vos connaissances quelles sont les principales attributions de la CNIL en matière de protection de la vie privée sur Internet ? (4 points)

La CNIL est l'autorité chargée de veiller à la protection des données personnelles dans les traitements informatiques. Elle dispose d'un pouvoir de contrôle et de sanction. Elle exerce une fonction d'alerte et de conseil et a pour mission de veiller à ce que le développement des nouvelles technologies ne porte pas atteinte à la vie privée et aux libertés individuelles ou publiques. Pour ce faire, la CNIL a lancé des campagnes pédagogiques à destination des adolescents ou de leurs parents. Par ailleurs, elle dialogue avec les acteurs de l'économie numérique (réseaux sociaux, téléphonie,...) pour leur faire comprendre que la protection de la vie privée est un enjeu de développement de leurs entreprises.

3 / Les services publics ont de plus en plus recours aux sites web, réseaux sociaux ou applications smartphone. Quels avantages et limites y voyez-vous par rapport à l'exercice des missions d'intérêt général ? (4 points)

Le développement de l'administration en ligne que ce soit au travers de la création de sites web, de comptes Facebook, Twitter ou d'applications pour smartphones contribue à la simplification des démarches des usagers. La dématérialisation des procédures permet des gains de temps dans le traitement des demandes. Les principes de continuité et d'adaptabilité des services publics se voient également conforter. Le droit à l'information des usagers et l'obligation de transparence de la part des administrations publiques se trouvent améliorés.

Malgré le développement des technologies de l'information et de la communication, la fracture numérique n'est pas complètement réduite. Certains usagers n'ont pas les compétences ou la possibilité (pour des raisons financières ou géographiques) d'accéder aux services de l'administration en ligne. Certaines missions de service public (actions éducatives, sanitaires et sociales notamment) impliquent une relation humaine directe. Céder à la « dictature de la transparence » place les administrations dans des situations inextricables (instruction hâtive, impatience de l'utilisateur et risque de réponses inadaptées et dysfonctionnements).

II. QUESTIONS RELATIVE A L'OPTION : / 10 points

1 / Nommez les Présidents de la République depuis 1958 et les dates de leurs mandats.(1.5 points)

Charles de Gaulle (1958-1965 et 1965-1969)

Georges Pompidou (1969-1974)

Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981)

François Mitterrand (1981-1988 et 1988-1995)

Jacques Chirac (1995-2002 et 2002-2007)

Nicolas Sarkozy (élu en 2007)

compter 0,25 par réponse juste

2 / Document 1 : Sur quelle question portera le référendum annoncé par l'auteur ? Dans quel contexte précis cette consultation a-t-elle lieu ? Quel sera le résultat du vote ? (2 points)

Le référendum va porter sur le mode de désignation du Président de la République au suffrage universel direct par les Français (1point). Le contexte est celui de la fin de la guerre d'Algérie et des attentats de l'OAS contre le général de Gaulle, en particulier, celui du petit-clamart du 22 août 1962 dont la citation peut-être valorisée. La mise en minorité du gouvernement Pompidou suite à une motion de censure de l'Assemblée nationale peut être valorisée, mais elle n'est pas indispensable pour obtenir le maximum de points.

Les candidats doivent répondre que le résultat a été oui (0.5 point). Il convient de valoriser l'ampleur du résultat (62% de oui)

3 / Document 2 : Comment le président François Mitterrand définit-il la cohabitation ? Quel sera son rôle durant cette période ? (2 points)

Le candidat devra expliquer les grandes lignes de la cohabitation et montrer que le Président fait appel à un Premier ministre qui n'est pas de son bord politique (0.5 point).

Il devra souligner qu'il compte rester garant des institutions mais aussi de la cohésion nationale (0.5 point).

Il devra souligner l'importance particulière attachée à son rôle international (0,25point) mais surtout à sa volonté de veiller à la continuité de la politique européenne (0.75).

EXTERNE COMMUN

Epreuve écrite d'admissibilité n°2 : Série de 6 à 9 questions à réponse courte

Option : **Enjeux de la France contemporaine et l'Union européenne**

Durée : 3 heures

Coefficient : 2

Page : 4 / 4

4 / Citez les périodes de cohabitation (noms des Présidents, des Premiers ministres et dates). (1.5 points)

1986 – 1988 : François Mitterrand - Jacques Chirac

1993 – 1995 : François Mitterrand – Edouard Balladur

1997 – 2002 : Jacques Chirac - Lionel Jospin

retirer 0.5 par réponse fausse

5 / A partir de l'ensemble documentaire, définissez le rôle du Président de la République et les principales caractéristiques de sa fonction. (2 points)

Points essentiels à souligner par le candidat:

- > Chef de l'État
- > Chef de l'exécutif et des armées
- > oriente la politique du pays (hors période de cohabitation)
- > nomme le Premier ministre
- > peut consulter le peuple par référendum
- > dirige et oriente la politique étrangère
- > pouvoir de dissolution de l'Assemblée nationale.
- > possibilité de faire appel à l'article 16
- > nomme 3 membres du Conseil constitutionnel
- > élu pour cinq ans au suffrage universel direct.

compter 0,2 par élément juste

6 / Quelle réforme institutionnelle concernant le Président de la République a été mise en place au début des années 2000 ? (1 point)

La réponse attendue est la réforme du quinquennat. L'alignement de la durée des mandats des députés et du Président a pour objectif de limiter la perspective d'une nouvelle situation de cohabitation.